

EIFFAGE

S.A. au capital de 360 000 000 euros

SIEGE SOCIAL : 163 Quai du Docteur-Dervaux 92601 Asnières-sur-Seine Cedex

R.C.S. : Nanterre 709 802 094

Rapport financier semestriel Semestre clos le 30 juin 2010

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2010 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de la société : www.eiffage.com

Sommaire

- I. Attestation du responsable
- II. Rapport semestriel d'activité
- III. Comptes résumés du semestre écoulé présenté sous forme consolidée
- IV. Rapport des commissaires aux comptes

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 août 2010

Jean-François ROVERATO

Président-Directeur Général

II. Rapport semestriel d'activité

ACTIVITE

Après le redressement de la prise de commandes initié au deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires s'est stabilisé (- 0,8 %) grâce à un bon deuxième trimestre et à l'effet des croissances externes réalisées fin 2009 dans les Travaux Publics principalement. Ceux-ci voient ainsi leur activité croître de 5,9 % sur le semestre, tant en France qu'en Allemagne, l'Espagne continuant à souffrir de la forte réduction des dépenses publiques.

Le Métal suit une tendance analogue avec une progression de 3,1 % de son activité, principalement en France, alors qu'elle s'est repliée en Allemagne suite à l'achèvement des travaux de l'aéroport de Berlin.

Le chiffre d'affaires de la Construction baisse de 9,8 % en France avec la réduction attendue de l'immobilier et, plus généralement, des commandes du secteur privé. En Europe, la bonne tenue de la Belgique et la reprise en Pologne effacent partiellement la nouvelle chute d'activité en République tchèque.

L'Energie se replie de 3,2 % sur un marché toujours difficile en France mais qui donne des premiers signes de rétablissement en Espagne.

La reprise modérée du trafic sur le réseau APRR s'est confirmée ce semestre tant pour les véhicules légers (+ 2,6 %) que les poids lourds (+ 5,8 %) entraînant une croissance du chiffre d'affaires des Concessions du Groupe de 5,7 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{er} SEMESTRE 2010

<i>Millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	Variation
CONSTRUCTION	1 942	1 778	- 8,4 %
<i>dont immobilier</i>	298	177	
TRAVAUX PUBLICS	1 718	1 819	+ 5,9 %
ENERGIE	1 592	1 541	- 3,2 %
METAL	355	366	+ 3,1 %
TOTAL TRAVAUX	5 607	5 504	- 1,8 %
CONCESSIONS (hors IFRIC 12)	901	952	+ 5,7 %
TOTAL GROUPE	6 508	6 456	- 0,8 %
(hors IFRIC 12)			
Dont			
* France	5 520	5 457	- 1,1 %
* Europe	928	946	+ 1,9 %
* Monde	60	53	- 11,7 %
Chiffre d'affaires "Construction" des Concessions (IFRIC 12)	120	142	n.s.

RESULTATS

La marge opérationnelle courante consolidée est stabilisée à 6,4 % après la baisse de 2009, grâce aux Concessions dont la progression compense partiellement la nouvelle baisse du résultat opérationnel courant des travaux, occasionnée par un climat de concurrence accrue.

Ainsi qu'il est rappelé chaque année, la sensibilité des activités travaux du Groupe aux conditions climatiques rend peu significatif le résultat du premier semestre.

Le résultat opérationnel courant des Travaux Publics est négatif de 31 millions d'euros ce semestre, entraînant une baisse de la marge d'ensemble des travaux à 1,7 % (contre 2,3 % en 2009).

Les autres branches du Groupe maintiennent ou améliorent leur rentabilité. La marge de la Construction croît légèrement malgré la contraction sensible de son activité, tandis que celle de l'Energie est stable, les filiales espagnoles étant redevenues profitables et la rentabilité de la France restant encore faible, par référence aux performances historiques de la branche. Le résultat du Métal augmente grâce aux bonnes performances de la France.

La marge d'EBITDA d'APRR continue de progresser à 67,8 % malgré les charges importantes de viabilité hivernale supportées cette année.

Le résultat net part du Groupe augmente de 40 % à 70 millions d'euros (contre 50 millions) grâce à la réduction du coût de l'endettement financier et à la non récurrence de l'intéressement exceptionnel payé en 2009.

SITUATION FINANCIERE

La poursuite du développement du Groupe dans les PPP et Concessions et l'acquisition des actions de hedge funds minoritaires chez APRR ont augmenté l'endettement du holding et des filiales porteuses des projets de PPP et concessions. L'effet relatif de l'acquisition des minoritaires d'APRR sur le résultat net interviendra dès le deuxième semestre 2010.

L'endettement net du holding et des activités travaux est de 495 millions d'euros au 30 juin 2010, qui est traditionnellement l'étiage de la trésorerie du Groupe. L'augmentation saisonnière du besoin en fonds de roulement est revenue, après le pic de 2009 et la mise en œuvre de la loi LME, à un niveau plus habituel.

La dette des concessions et PPP est de 13,8 milliards d'euros dont 13,3 milliards sont sans recours sur Eiffage et 695 millions sont la conséquence d'un niveau des taux longs particulièrement bas fin juin 2010. Celui-ci affecte la valeur des swaps contractés par le Groupe aux fins de fixer les taux des financements de ses concessions et PPP.

A son minimum de liquidité de l'année, le Groupe bénéficie d'une trésorerie disponible de 130 millions d'euros et dispose de lignes non tirées de plus de 400 millions d'euros à échéance début 2012.

APRR a abondé de 200 millions d'euros en février avec succès sa souche 2015 à des conditions beaucoup plus favorables qu'en 2009. Sa liquidité est assurée pour 18 mois et sa notation BBB- a été confirmée (avec surveillance négative chez Standard & Poor's). Les besoins de financement des autres concessions et PPP sont intégralement assurés par des crédits confirmés à long ou très long terme.

Chiffres consolidés en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	Variation
Chiffre d'affaires (hors IFRIC 12)	6 508	6 456	- 0,8 %
Résultat opérationnel courant	423	412	- 2,6 %
Résultat net part du Groupe	50	70	+ 40 %

PERSPECTIVES 2010

Le carnet de commandes a poursuivi au deuxième trimestre 2010 la progression initiée au troisième trimestre 2009. Il atteint 10,8 milliards d'euros, soit près de 11 mois d'activité des branches travaux et conforte la prévision de chiffre d'affaires pour l'année à 11,3 milliards d'euros.

Les grands projets en cours progressent normalement. En particulier l'autoroute A65 devrait être mise en service à la fin de l'année 2010 en avance de 4 mois sur le calendrier contractuel, et le chantier du Grand Stade de Lille est en pleine activité depuis le rejet du recours en référé des opposants au permis de construire. Les chantiers des trois hôpitaux réalisés par le Groupe dans le cadre de PPP à Evry Corbeil, Annemasse et Saint-Nazaire ainsi que celui du siège de la Gendarmerie Nationale à Issy-les-Moulineaux avancent conformément aux prévisions et le premier d'entre eux devrait être livré le 17 janvier 2011 à la date contractuelle malgré les importantes perturbations occasionnées par les modifications de programme demandées par le client. L'exploitation commerciale de la ligne à grande vitesse Perpignan-Figueras devrait commencer le 12 décembre 2010 à vitesse limitée dans l'attente du raccordement au réseau espagnol à grande vitesse.

Eiffage est toujours en compétition pour les lignes à Grande Vitesse Bretagne Pays-de-Loire et du contournement de Nîmes-Montpellier, ainsi que pour le futur ministère de la Défense sur le site de Balard. Les décisions d'attribution de ces projets devraient intervenir, pour le premier fin 2010 et pour les autres en 2011. Le Groupe fait preuve de sélectivité dans les projets qu'il suit.

L'acquisition par Eiffage, fin juin 2010, de 13,5 % supplémentaires d'APRR auprès de deux hedge funds permettra d'intégrer APRR dès 2011 au sein du groupe fiscal Financière Eiffage et de monétiser, à compter de 2012, les 340 millions d'euros d'impôt différé actif, issus de déficits fiscaux accumulés.

Une Offre Publique de Rachat suivie d'un Retrait Obligatoire a été déposée à l'AMF fin juillet sur le solde des actions APRR encore dans le public. Son issue est attendue au début de l'automne. Elle permettra à Eiffage de disposer de 100 % d'APRR et aura un effet relatif sur le résultat net du Groupe dès 2010.

PRINCIPAUX RISQUES – TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 56 et 57 du document de référence de la société enregistré sous le n° D.10.0219. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2^e semestre 2010. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 9 de l'annexe aux comptes au 30 juin 2010 ci-après.

Les transactions entre parties liées sont exposées à la note 14 de l'annexe.

**III. Comptes résumés du semestre écoulé
présentés sous forme consolidée**

Bilan consolidé au 30 juin 2010

En millions d'euros

Actif	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actif non courant		
Immobilisations corporelles	1 340	1 352
Immeubles de placement	8	7
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	13 188	13 089
Goodwill	2 856	2 830
Autres immobilisations incorporelles	93	84
Participations dans les entreprises associées	103	127
Actifs financiers opérationnels non courants	850	679
Autres actifs financiers	226	231
Impôts différés	687	560
Total actif non courant	19 351	18 959
Actif courant		
Stocks	496	414
Clients et autres débiteurs	3 847	3 598
Impôts courants	16	20
Actifs financiers opérationnels courants	6	5
Autres actifs	1 234	1 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie	532	1 051
Total de l'actif	25 482	25 252
Capitaux propres et passif		
Capitaux propres		
Capital	360	360
Réserves consolidées	2 067	2 172
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-258	-124
Résultat de l'exercice	70	190
Capitaux propres part du Groupe	2 239	2 598
Intérêts minoritaires	-25	512
Total des capitaux propres	2 214	3 110
Passif non courant		
Emprunts	13 329	12 687
Impôts différés	1 637	1 678
Provisions non courantes	484	470
Autres passifs non courants	32	33
Passif courant		
Fournisseurs et autres créanciers	2 791	2 763
Emprunts et dettes financières diverses	391	263
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	1 063	595
Dettes d'impôt sur le résultat	56	73
Provisions courantes	528	558
Autres passifs	2 957	3 022
Total des capitaux propres et passif	25 482	25 252

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010

En millions d'euros

	30 juin 2010	30 juin 2009
Produit des activités opérationnelles	6 597	6 720
Autres produits de l'activité	3	2
Achats consommés	-1 453	-1 366
Charges de personnel	-1 795	-1 755
Charges externes	-2 471	-2 598
Impôts et taxes	-177	-179
Dotations aux amortissements	-400	-391
Dotations aux provisions (nettes de reprises)	3	-19
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis	59	-24
Autres produits et charges d'exploitation	46	33
Résultat opérationnel courant	412	423
Autres produits et charges opérationnels	-9	-60
Résultat opérationnel	403	363
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	13	23
Coût de l'endettement financier brut	-244	-264
Coût de l'endettement financier net	-231	-241
Autres produits et charges financiers	-7	-8
Quote-part du résultat des entreprises associées	1	-3
Impôt sur le résultat	-59	-39
Résultat net	107	72
- part du Groupe	70	50
- intérêts minoritaires	37	22
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :		
Résultat de base par action (part du Groupe)	0,81	0,57
Résultat dilué par action (part du Groupe)	0,78	0,56

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2010

En millions d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat net	107	72
Ecart de conversion	1	-3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-306	-47

Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises associées	-16	-4
Impôts	105	16
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-216	-38
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-109	34
- part du Groupe	-60	37
- Intérêts minoritaires	-49	-3

Variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2010

En millions d'euros

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2009	366	278	2 086	12	-110	2 632	439	3 071
Opérations sur capital	-6	-42	-5	-	-	-53	16	-37
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-15	-	-	-15	-	-15
Paiements fondés sur des actions	-	-	2	-	-	2	-	2
Distribution	-	-	-105	-	-	-105	-5	-110
Transactions avec les actionnaires	-6	-42	-123	-	-	-171	11	-160
Résultat net de la période	-	-	50	-	-	50	22	72
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-3	-10	-13	-25	-38
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	50	-3	-10	37	-3	34
Variation de périmètre et reclassement	-	-	-2	-	3	1	-	1
Capitaux propres au 30/06/2009	360	236	2 011	9	-117	2 499	447	2 946
	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2010	360	236	2 126	15	-139	2 598	512	3 110
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	171	171
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	6	-	-	6	-	6
Paiements fondés sur des actions	-	-	3	-	-	3	-	3
Distribution	-	-	-104	-	-	-104	-21	-125
Transactions avec les actionnaires	-	-	-95	-	-	-95	150	55
Résultat net de la période	-	-	70	-	-	70	37	107
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	1	-131	-130	-86	-216
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	70	1	-131	-60	-49	-109
Incidence des acquisitions de minoritaires postérieures à la prise de contrôle *	-	-	-203	-	-	-203	-638	-841
Variation de périmètre et reclassement	-	-	3	-	-4	-1	-	-1
Capitaux propres au 30/06/2010	360	236	1 901	16	-274	2 239	-25	2 214

* exclusivement tiers APRR

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2010

En millions d'euros

	Jun 2010	Jun 2009
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	968	1 723
Incidence des variations de cours des devises	-	-2
Trésorerie d'ouverture corrigée	968	1 721
- Résultat net	107	72
- Incidence nette des sociétés mises en équivalence	6	8
- Dotation nette aux amortissements et provisions	348	378
- Autres résultats sans effet sur la trésorerie	-22	-22
- Résultat sur cessions	-8	-10
Autofinancement	431	426
- Charge nette d'intérêts	258	250
- Intérêts versés	-311	-310
- Charge d'impôt sur le résultat	59	39
- Impôt sur le résultat payé	-142	-41
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-367	-541
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)	-72	-177
- Immobilisations incorporelles	-17	-9
- Immobilisations incorporelles du domaine concédé	-379	-320
- Immobilisations corporelles	-92	-107
- Immobilisations financières (1)	-1 041	-169
Total des acquisitions d'immobilisations	-1 529	-605
Cessions d'immobilisations	20	16
Trésorerie des entités acquises / cédées	-1	3
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)	-1 510	-586
Dividendes versés aux actionnaires	-126	-111
Augmentation de capital (3)	171	16
Rachats et reventes d'actions propres	6	-68
Remboursement d'emprunts	-546	-960
Emission d'emprunts (2)	1 380	850
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)	885	-273
<i>Variation de trésorerie (I + II + III)</i>	-697	-1 036
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	271	685

(1) Les investissements du 1^{er} semestre 2010 dans les immobilisations financières, concernent :

- 841 millions d'euros pour l'acquisition de 13,7 % de titres APRR ;
- 174 millions d'euros pour les Partenariats Public-Privé (137 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009) ;
- 26 millions d'euros au titre de la croissance externe.

(2) L'augmentation des émissions d'emprunts est principalement liée aux investissements décrits ci-dessus.

(3) Part des minoritaires dans l'augmentation de capital de Eiffarie.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2010

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le groupe Eiffage est domicilié au 163, quai du Docteur Dervaux, Asnières sur Seine, France.
Ses actions sont cotées sur Euronext Paris.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2010 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2010.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2009 sont disponibles sur demande au Siège Social. Ils sont également disponibles sur l'adresse web www.eiffage.com.

Fait significatif du 1^{er} semestre 2010 :

Le 23 juin 2010, Eiffarie, société dans laquelle le Groupe Eiffage a un intérêt de 50 % plus une action, s'est porté acquéreur d'un complément de 13,73 % des actions du groupe APRR. Par cette opération, Eiffarie détient directement 95,21 % des actions.

Le 30 juillet un projet d'Offre Publique de Rachat suivi d'un Retrait Obligatoire des actions APRR a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Hormis le fait indiqué ci-dessus, il n'y a pas d'évènement significatif à mentionner entre la date de clôture et le 31 août 2010.

2. Principaux principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2010 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 : Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles appliquées pour l'exercice 2009 à l'exception des normes et interprétations suivantes applicables obligatoirement pour le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010 :

- norme IFRS 3 révisée "Regroupement d'entreprises" et amendements aux normes IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels", IAS 28 "Participation dans des entreprises associées" et IAS 31 "Participation dans les coentreprises",
- des interprétations IFRIC 17 "Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires" et IFRIC 18 "Transferts d'actifs provenant de clients",
- des améliorations aux normes IFRS émises en avril 2009.

La norme IFRS 3 Révisée a été utilisée par le Groupe selon la méthode prospective pour l'enregistrement de l'acquisition par Eiffarie de 13,73 % des actions du groupe APRR mentionné ci-dessus au titre des faits significatifs du 1^{er} semestre 2010.

Les interprétations IFRIC 17 et IFRIC 18, ainsi que les améliorations aux normes émises en avril 2009 n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe.

Le Groupe étudie actuellement les éventuels impacts sur ses comptes des normes ou interprétations publiées au 30 juin 2010 dont la date d'application est postérieure à l'exercice en cours.

3. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes au passif, produits au compte de résultat) ;
- les provisions ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflations, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini) ;

En ce qui concerne les contrats de construction, les estimations et hypothèses relatives à leur avancement et à l'évaluation de leur résultat à terminaison sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles.

Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe.

Les hypothèses retenues tiennent compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.

4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

- Construction : conception et construction de bâtiments, promotion immobilière et entretien de constructions ;
- Travaux Publics : génie civil, construction routière et entretien d'infrastructures et de production de matériaux ;
- Energie : Travaux électriques, climatisation ;
- Métal : Construction métallique, services à l'industrie ;
- Concessions et gestion de services publics : construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrat de concession et de partenariats public-privé ;
- Holding : Gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

1^{er} semestre 2010

Par secteurs d'activités :

	Construction	Travaux Publics	Energie	Métal	Concessions et gestion de services publics	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat								
Produit des activités opérationnelles	1 778	1 846	1 515	352	1 100	6	-	6 597
Ventes inter-secteur	34	35	39	10	1	53	-172	
Total	1 812	1 881	1 554	362	1 101	59	-172	6 597
Résultat opérationnel courant	77	-31	35	10	338	-17	-	412
Résultat opérationnel	71	-32	33	9	338	-16	-	403

Par zones géographiques :

	1 ^{er} semestre 2010	
	France	Autres pays
Produit des activités opérationnelles	5 653	944

1^{er} semestre 2009

Par secteurs d'activités :

	Construction	Travaux Publics	Energie	Métal	Concessions et gestion de services publics	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat								
Produit des activités opérationnelles	2 018	1 741	1 552	337	1 067	5	-	6 720
Ventes inter-secteur	19	24	48	9	-	46	-146	-
Total	2 037	1 765	1 600	346	1 067	51	-146	6 720
Résultat opérationnel courant	81	-	37	9	318	-22	-	423
Résultat opérationnel	63	-22	25	6	314	-23	-	363

Par zones géographiques :

	1 ^{er} semestre 2009	
	France	Autres pays
Produit des activités opérationnelles	5 784	936

5. Evolution du périmètre de consolidation

Les évolutions de périmètre dans les branches Travaux Publics, Energie, Métal et Construction, ont les incidences suivantes sur les postes du bilan

- actifs non courants 23 millions d'euros ;
- actifs courants 32 millions d'euros ;
- passifs non courants 6 millions d'euros ;
- passifs courants 34 millions d'euros.

En termes de compte de résultat, les incidences totales s'élèvent respectivement, en chiffre d'affaires à 114 millions d'euros, en résultat opérationnel à - 1 million d'euros et en résultat net à - 2 millions d'euros (*).

L'incidence nette en trésorerie de ces évolutions de périmètre s'élève à 25 millions d'euros après prise en compte de la trésorerie reçue.

Par ailleurs, l'augmentation du pourcentage d'intérêts dans le groupe APRR, comptabilisée selon les dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, a conduit à constater l'écart d'acquisition correspondant directement en capitaux propres pour - 406 millions d'euros.

Ce montant est réparti en - 203 millions d'euros pour la part du Groupe et - 203 millions d'euros pour la part revenant aux intérêts minoritaires. L'incidence totale de cette acquisition d'intérêts minoritaires est une diminution des capitaux propres consolidés de 841 millions d'euros.

Ce montant se répartit en - 203 millions d'euros pour la part du Groupe et - 638 millions d'euros pour la part revenant aux intérêts minoritaires.

(*) Ces chiffres incluent les montants relatifs à l'exploitation au cours de l'année 2010 de sociétés intégrées en cours d'année 2009, (notamment la société Eiffage Rail - ex Heitkamp rail).

6. Variation des participations dans les entreprises associées

Au 1 ^{er} janvier 2010	127
Résultat de la période	1
Dividendes distribués	-7
Variation de capital	-3
Variation de juste valeur des instruments financiers	-16
Autres	1
Au 30 juin 2010	103

7. Impôts différés

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Impôts différés actifs	687	560
Impôts différés passifs	1 637	1 678
Position nette passive	950	1 118

8. Capital social

Le capital social est composé de 90 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions autodétenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1 ^{er} janvier 2009	91 583 342	2 544 473	89 038 869
Achat - vente – attribution – annulation d'actions autodétenues	-1 583 342	216 891	-1 800 233
Au 30 juin 2009	90 000 000	2 761 364	87 238 636
<i>Au cours du 1^{er} semestre 2009, au titre des plans d'options et d'actions gratuites, le Groupe a procédé à la vente ou à l'attribution de 129 502 titres Eiffage.</i>			
<i>Dans le cadre de l'autorisation donnée au conseil d'administration d'annuler des actions autodétenues, le Groupe a acquis 1 929 735 titres Eiffage au cours de la période.</i>			
<i>Sur décision du conseil d'administration du 26 février 2009, 1 583 342 titres Eiffage ont été annulés.</i>			
Au 1 ^{er} janvier 2010	90 000 000	3 417 257	86 582 743
Augmentation de capital réservée aux salariés	186 458	-	186 458
Achat – vente – attribution – annulation d'actions autodétenues	-186 458	-308 630	122 172
Au 30 juin 2010	90 000 000	3 108 627	86 891 373

Au cours du 1^{er} semestre 2010, au titre des plans d'options et d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'attribution de 144 229 titres Eiffage.

Sur décision du conseil d'administration du 21 avril 2010, 186 458 titres Eiffage ont été annulés.

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en décembre 2009, 447 158 actions Eiffage ont été achetées et 425 101 vendues.

9. Ventilation des actifs et passifs financiers

	A moins d'un an	A un an et plus	Total
Actifs financiers : Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Valeurs mobilières de placement	158		158
Disponibilités	374		374
Sous total actifs financiers	532		532
Emprunts	1 063	13 329	14 392
Emprunts courants et dettes financières diverses	391		391
Sous total passifs financiers	1 454	13 329	14 783
Position passive nette			-14 251

L'endettement lié au groupe Eiffarie/APRR, au groupe VP1 (holding de contrôle du Viaduc de Millau), à A'Iéonor et certains Partenariats Public-Privé est sans recours sur Eiffage pour un montant total de 13 283 millions d'euros. Cet endettement de long terme est très majoritairement à taux fixe ou indexé sur l'inflation. Il est remboursable jusqu'en 2051 pour le Viaduc de Millau.

Pour APRR, il est prévu un refinancement au fur et à mesure des échéances au travers de différentes sources de financement dont le recours à des émissions obligataires, à des emprunts bancaires ou l'utilisation d'une ligne de liquidité existante. Ainsi, au cours du 1^{er} semestre 2010, APRR a émis un emprunt obligataire de 200 millions d'euros échéance Janvier 2015 dans le cadre de son programme EMTN d'une enveloppe de 6 milliards d'euros mis en place en 2007 (complétant des précédentes émissions de 700 millions d'euros déjà réalisées). Aucun nouveau financement bancaire n'a en revanche été mis en place en 2010. S'agissant enfin de la ligne de liquidités revolving mise en place en 2006 d'une durée de 7 ans et d'un montant de 1 800 millions d'euros dont dispose APRR, l'encours tiré qui s'élevait à 800 millions d'euros au 31 décembre 2009 a été porté à 885 millions d'euros au 30 juin 2010.

Dans le cadre de la Convention de Crédit Senior signée par Eiffarie pour l'acquisition du groupe APRR, la société s'est engagée à respecter un certain nombre de ratios financiers au niveau de l'ensemble Eiffarie consolidé, définis contractuellement :

- *Ratio de couverture de la dette* (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) inférieur ou égal à 9,64 au 30 juin 2010 ;
- *Ratio de couverture du service de la dette* (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) supérieur ou égal à 1,10 sur la durée du prêt.

Ces deux ratios s'établissent respectivement à 8,20 et 1,78 au 30 juin 2010.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de la société Eiffarie.

Eiffarie, vis-à-vis des prêteurs de cette même convention de crédit, et APRR vis-à-vis de la Caisse Nationale des Autoroutes, de la BEI et des prêteurs de ses crédits syndiqués, se sont par ailleurs engagés au respect par le groupe APRR des deux ratios suivants :

- *Dette nette / EBITDA* doit rester inférieur à 7;
- *EBITDA / charges financières nettes* doit rester supérieur à 2,2.

Au 30 juin 2010, ces deux ratios s'établissent respectivement à 5,2 et à 4,1.

Le non respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette du groupe Eiffarie.

VP2, société mère de la Compagnie Eiffage du Viaduc de Millau, s'est engagée vis-à-vis des prêteurs dans le cadre des financements mis en place en juillet 2007 pour un montant total de 573 millions d'euros, au respect d'un certain nombre de ratios calculés périodiquement les 25 mai et 25 novembre de chaque année par référence à un modèle financier et répondant à des définitions contractuelles spécifiques :

- *Ratio de couverture annuelle du service de la dette*, au titre de l'année précédant la date de calcul et de chacune des cinq années suivantes, supérieur ou égal à 1,05.
- *Ratio de couverture de la dette*, calculé sur la durée des prêts, supérieur ou égal à 1,15.
- *Ratio de couverture de la dette*, calculé sur la durée de la concession, supérieur ou égal à 1,25.

Lors du dernier calcul réalisé au titre du 1^{er} semestre 2010, VP2 a satisfait à l'ensemble des contraintes avec des valeurs respectivement comprises entre 1,40 et 1,92 pour le premier ratio et s'établissant à 1,46 et 1,76 pour les deuxième et troisième ratios.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de la société VP2.

Optimep 4, titulaire d'un contrat de PPP pour un lot de 4 prisons, s'est engagée vis-à-vis des prêteurs dans le cadre des financements mis en place en février 2006 (spécifiques à chaque établissement pénitentiaire) pour un montant total de 257 millions d'euros, au respect d'un certain nombre de ratios calculés périodiquement les 21 mai et 21 novembre de chaque année par référence à un modèle financier et répondant à des définitions contractuelles spécifiques.

- *Ratio de couverture du service de la dette*, calculé chaque 21 mai et 21 novembre pour les 2 trimestres écoulés et les 2 trimestres à venir. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05.

- *Ratio de couverture annuelle du service de la dette "historique"* pour la période du 21 novembre 2008 au 21 novembre 2009 et "*prévisionnel*" pour la période du 21 novembre 2008 au 21 novembre 2010, supérieur ou égal à 1,05.

- *Ratio de couverture global du crédit (RCGC)*, correspondant à la valeur actualisée des cash flows futurs pour le service de la dette sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.

Lors du dernier calcul réalisé en 2010, les ratios étaient supérieurs au niveau requis. Le ratio historique de couverture du service de la dette s'est élevé à 1,59 et le prévisionnel à 1,41.

Le non respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas d'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de l'établissement pénitentiaire considéré.

Le programme de titrisation de créances commerciales d'un montant maximum de 400 millions d'euros n'est pas utilisé au 30 juin 2010 ; la disponibilité de cette ligne n'est pas subordonnée au respect de ratios financiers.

10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les éléments constitutifs de la trésorerie sont les suivants :

	Jun 2010	Jun 2009
A l'actif		
Les valeurs mobilières de placement (*)	158	297
Les disponibilités (*)	374	534
	532	831
A diminuer des dépôts liés à la Titrisation	-7	-7
	A 525	824
Au passif		
Les soldes créditeurs de banque	B 254	139
Trésorerie à la clôture (cf. Tableau des Flux de Trésorerie)	A - B 271	685

(*) *Investies en OPCVM monétaires réguliers ou en certificats de dépôt bancaires à vue.*

11. Variation des emprunts

	Au début de l'exercice	Modification de périmètre	Variation de change	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	À la fin de l'exercice
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (1)	13 282	9	1	283	1 407	-590	14 392
Découverts bancaires	74	-	-	-	180	-	254
Autres emprunts et dettes financières diverses	189	-3	-	5	3	-57	137
Emprunts et dettes financières diverses	263	-3	-	5	183	-57	391

(1) Incidence dans la variation des emprunts des retraitements de locations-financement (Norme IAS 17)

	Augmentations	Diminutions
	30	-47

12. Provisions pour risques et charges

	Au début de l'exercice	Variations de périmètre et change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	A la fin de la période
Provision pour maintien en état des ouvrages concédés (*)	262	-	16	-	-	-	278
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	183	-	9	-11	-	-	181
Provisions pour médailles du travail	25	-	-	-	-	-	25
Provisions non courantes	470	-	25	-11	-	-	484
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	48	-	-	-	-	-	48
Provisions pour pertes à terminaison	48	1	35	-34	-	-	50
Provisions pour restructurations	19	-	2	-7	-	-	14
Provisions pour risques immobiliers	17	-	2	-3	-	-	16
Provisions pour garanties données	98	1	8	-12	-1	-3	91
Provisions pour litiges et pénalités	86	3	14	-12	-2	-	89
Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière	10	-	-	-	-	-	10
Provisions pour médailles du travail	3	-	-	-	-	-	3
Provisions pour autres passifs	229	-	17	-27	-13	1	207
Provisions courantes	558	5	78	-95	-16	-2	528

(*) Les dotations incluent 5 millions d'euros au titre de l'actualisation financière.

Chacune des lignes de provisions courantes indiquées ci-avant est l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an. Aucun montant en remboursement n'est attendu.

13. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

14 Transaction avec les parties liées

Le Groupe n'a pas d'entreprises liées telles que définies par la norme IAS 24, à l'exception des participations dans les entreprises associées avec lesquelles il opère des transactions à des conditions de marché.

15 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe.

16 Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

Plusieurs sociétés du Groupe font actuellement l'objet d'enquêtes ou de procédures menées par le Conseil de la concurrence ou d'autres organismes afin de déterminer si elles ont participé à des pratiques visant à restreindre les conditions de concurrence sur certains marchés de travaux publics en Ile de France, ou de construction de bâtiments scolaires en France. Compte tenu des provisions déjà constatées, le Groupe ne prévoit pas d'incidence négative significative au cours des exercices ultérieurs.

De par son activité ou en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales. Compte tenu du caractère ancien des pollutions en question, l'implication du Groupe n'est pas encore formellement établie. Néanmoins, en raison du caractère incertain des procédures, des provisions ont été constatées. Le Groupe ne s'attend pas à devoir enregistrer des incidences négatives significatives au cours des exercices ultérieurs.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquences significatives à ce titre.

IV. Rapport des commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société EIFFAGE S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2 et 5 de l'annexe qui exposent l'incidence de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2010, des nouvelles normes et interprétations appliquées à compter de cette date, et notamment de la norme IFRS 3 révisée portant sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 31 août 2010

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

Yan Ricaud
Associé

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris la Défense cedex
France

Philippe Mathis
Associé